

République Démocratique du Congo



PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
CABINET DU CHEF DE L'ETAT
DIRECTION DE LA COMMUNICATION

**ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE MONSIEUR
FÉLIX-ANTOINE TSHISEKEDI TSHILOMBO,
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO,
CHEF DE L'ÉTAT, À L'OCCASION DE
LA 32^{ÈME} SESSION DE LA CONFÉRENCE DES CHEFS D'ÉTAT ET
DE GOUVERNEMENT DE L'UNION AFRICAINE**

Addis-Abeba - ETHIOPIE, Dimanche 10 Février 2019



**LA 32^{ème} SESSION DE LA CONFÉRENCE DES CHEFS D'ÉTAT ET
DE GOUVERNEMENT DE L'UNION AFRICAINE,**
Addis-Abeba - ETHIOPIE, Dimanche 10 Février 2019

**Excellence Monsieur Abdel Fattah al-Sissi, Président de la République
Arabe d'Egypte, Président de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouver-
nement de l'Union africaine,**

Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Excellence Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,

**Excellence Monsieur le Président de la Commission de l'Union Africaine,
Mesdames et Messieurs,**

C'est pour moi un grand honneur d'être reçu par vous, en ma qualité de Président nouvellement élu de la République Démocratique du Congo, et de prendre la parole pour la première fois dans le cadre du 32^{ème} Sommet de l'Union Africaine. Avant toute chose, qu'il me soit permis de remercier le Gouvernement et le peuple frère de la République Fédérale et Démocratique d'Ethiopie pour l'accueil chaleureux et fraternel, ainsi que pour l'hospitalité qui ont été réservés à toute ma délégation et à moi-même depuis notre arrivée en terre abyssinienne.

Je salue votre grand et beau pays, berceau d'une des plus vieilles civilisations du monde, symbole de l'indépendance africaine, qui a su se moderniser et devenir l'un des modèles africains dans des secteurs tels que les infrastructures, l'agriculture, les services et la bonne gouvernance.

Je voudrais, également, féliciter Monsieur Abdel Fattah Al-Sissi pour sa brillante élection à la tête de cette Assemblée des Chefs d'Etat et de Gouvernement.

Je suis convaincu que vos hautes qualités de leadership, l'attachement historique et avéré de votre pays, l'Egypte, aux idéaux panafricains, vous permettront de diriger efficacement notre organisation tout au long de votre mandat.

Je salue également l'action de votre prédécesseur, Monsieur Paul Kagame, Président de la République du Rwanda, et le félicite pour le dévouement et la compétence avec lesquels il a rempli son mandat.

A son actif, on peut notamment citer le pilotage de la Réforme de la Commission, ainsi que son initiative pour assurer l'autonomie financière de notre organisation.

Permettez-moi enfin de rendre un vibrant hommage à Monsieur Moussa Faki, Président de la Commission Africaine, pour les efforts louables et inlassables qu'il ne cesse d'entreprendre pour défendre et promouvoir les objectifs et principes de l'Acte constitutif de l'Union Africaine.

La République Démocratique du Congo tient à réaffirmer son engagement à l'accompagner dans la dynamique qu'il entend poursuivre pour la bonne marche de notre organisation continentale. Il est un fait que la République Démocratique du Congo se présente aujourd'hui devant vous dans un contexte particulier qui devrait, j'en suis persuadé, honorer toute l'Afrique.



Ce contexte issu des élections qui ont eu lieu le 30 décembre 2018, consacre la toute première alternance démocratique et pacifique du pouvoir, depuis notre indépendance, et ce, dans le respect de la Constitution.

Cette passation pacifique du pouvoir entre le Président sortant et le dirigeant du plus ancien parti d'opposition a démenti tous les pronostics du chaos annoncés à l'issue de ces élections. Elle est la preuve de la maturité politique de notre Peuple. A travers tout le pays, cette prouesse démocratique a été largement saluée par nos populations qui n'aspirent qu'à la paix.

C'est donc avec un sens très élevé des responsabilités, et conscient de la portée historique de cet événement pour le peuple de mon pays, patrie de Patrice Emery Lumumba, que je me présente devant vous.

Ce passage de témoin augure également une nouvelle ère où, sur la base de cet acquis démocratique, il nous faut, sans relâche ni répit, consolider davantage la paix et la sécurité, combattre les antivaleurs, construire un Etat de droit, renforcer la politique de bon voisinage et le règlement pacifique des différends, neutraliser la nébuleuse des groupes armés qui massacrent et sèment mort et désolation dans certaines contrées du pays, tout particulièrement à Beni et à Butembo, dans le Nord est.

Il y a lieu ici de rappeler le fait que l'Afrique est aujourd'hui confrontée à l'expansion du terrorisme qui menace sérieusement la RDC notamment dans sa partie orientale, avec le risque d'exacerber les déplacements de la population.

C'est pourquoi je lance un appel à toute l'Afrique afin de s'unir pour mettre un terme à ce fléau.

Notre pays, le Congo, a tant souffert depuis qu'il est Congo. Les guerres meurtrières que nous avons vécues devraient interpeler toute l'Afrique et la Conscience internationale, afin de ne point favoriser, ni sponsoriser toute tentative susceptible de faire revivre au peuple congolais les mêmes atrocités que nous ne cessons de décrier depuis plus de vingt ans.

Il n'est donc plus acceptable que mon pays, le Congo, continue d'être indéfiniment victime de la convoitise de ses immenses ressources naturelles.

Cependant, à travers des partenariats gagnants-gagnants, la RDC s'engage à apporter sa contribution à toute action visant la mise en valeur de ses ressources naturelles, pour le bien-être de l'Afrique et du reste du monde.

Je saisis cette opportunité pour saluer l'implication de l'Union Africaine, de la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC), de la Conférence Internationale pour la Région des Grands Lacs (CIRGL), et particulièrement de la Communauté du Développement de l'Afrique Australe (SADC), qui ont assuré l'observation des élections en République Démocratique du Congo, et dont le soutien au processus politique a abouti à cette alternance apaisée dans notre pays.

Cette coopération avec l'Union Africaine, la CEEAC, la SADC, d'autres organisations sous régionales Africaines, les Etats Africains frères ainsi que la communauté internationale, a été et reste précieuse pour incruster durablement les acquis de notre démocratie, renforcer l'Etat de droit et contribuer au développement économique et social du pays.

Permettez-moi de réserver une mention particulière, au nom de mon peuple et au mien propre, pour la République Arabe d'Egypte, le Kenya et la République Sud Africaine pour leur engagement exceptionnel en faveur de la paix et de la stabilité durable au Congo.

Dans le strict respect des attentes profondes de notre Peuple et des engagements internationaux de notre pays, je m'investirai au cours de mon mandat à amener la RDC à retrouver toute sa place au sein de l'Union Africaine, celle d'un Etat de droit, à vocation de plaque-tournante, un noyau intégrateur, un pays transversal à la jointure de toutes les Afriques, dans leur diversité culturelle, linguistique et religieuse.

Nous sommes déterminés à promouvoir un développement intégré de la République Démocratique du Congo et, par voie de conséquence, celui de l'Afrique, notamment à travers l'accomplissement de la vision dont l'Agenda 2063 est porteur, et en mettant efficacement en valeur toutes les ressources de notre pays.

Permettez-moi donc ici, de réaffirmer notre adhésion totale aux idéaux sacrosaints prônés par les pères fondateurs de notre unité continentale et transcrits dans l'Acte Constitutif de notre Union, consacrant le respect de l'indépendance, la souveraineté, et l'intégrité territoriale de chacun de nos Etats.

S'agissant particulièrement du thème de ce 32^{ème} Sommet, à savoir « Année des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées : vers des solutions durables aux déplacements forcés en Afrique », je tiens à souligner que celui-ci touche à l'une des préoccupations majeures de la République Démocratique du Congo et qui se justifie en partie par le fait que notre pays partage ses frontières avec neuf pays voisins.

Chacun de ses voisins a connu soit des crises politiques, communautaires ou humanitaires, soit des guerres civiles, des insurrections et des attaques armées, voire des épidémies ou des catastrophes naturelles, ayant entraîné des vagues de déplacés forcés et de réfugiés de façon récurrentes, posant à chaque fois l'épineuse problématique du rapatriement desdites populations.

Mon pays a adhéré à plusieurs instruments juridiques internationaux qui régulent cette matière. Il entend les respecter. Il s'agit notamment de la Convention de 1951 et son Protocole de 1967, relatif au Statut des réfugiés, ainsi que la Convention de 1965 régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique, signée le 14 juillet 1973.



Tout en réaffirmant notre vocation africaine et notre hospitalité légendaire, nous invitons les Etats de notre région à mutualiser leurs efforts pour trouver une solution idoine à la question des déplacés forcés ainsi que celle des groupes armés qui sévissent le long de nos frontières respectives.

La paix dans la région des Grands Lacs est à ce prix. S'agissant plus particulièrement de la question des personnes déplacées à l'intérieur de nos frontières, mon gouvernement va s'employer à rétablir la concorde nationale et la stabilité du pays, mettre fin aux conflits ethniques et aux activités des groupes armés nationaux et étrangers sur l'ensemble du territoire.

Par ailleurs, mon pays vient récemment de rapatrier des ex-combattants vers leurs pays d'origine, conformément à l'Accord-cadre d'Addis-Abeba, et sollicite une mutualisation des efforts des Etats de la région pour en finir avec la question du rapatriement des groupes armés extérieurs. Les mutations profondes et rapides auxquelles nous assistons ces dernières années font incontestablement de l'Afrique le continent du présent et de l'avenir.

A l'horizon 2050, un habitant de la planète sur quatre sera africain. On ne peut comprendre que jusqu'à ce jour, les discussions devant conduire à la réforme du Conseil de Sécurité des Nations Unies, n'aient pas encore permis de corriger l'évidence selon laquelle la représentation de l'Afrique au sein de cet organisme mondial est déséquilibrée.

J'en appelle donc à une action renouvelée des leaders Africains que nous sommes, dans un esprit d'unité et de solidarité, afin que l'Afrique puisse rapidement bénéficier de deux sièges permanents au sein du Conseil de Sécurité.

Excellence Monsieur le Président Abdel Fattah Al-Sissi, Président de la République Arabe d'Egypte et Président en exercice de l'Union Africaine, Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement, Monsieur le Président de la Commission de l'Union Africaine, Mesdames et Messieurs,

Le défi des réfugiés et des déplacés internes nous interpellent sur la lenteur de nos efforts visant à éradiquer la pauvreté sur le continent africain, la persistance des risques environnementaux qui affectent nos populations et la nécessité de renforcer nos efforts en faveur de la bonne gouvernance et la prévention des conflits.

Je demeure convaincu que les présentes assises aboutiront à des résultats positifs, qui nous permettront de renforcer la stabilité de nos Etats et ainsi contribuer à résoudre cette épineuse question qui menace particulièrement notre jeunesse, qui malheureusement est un vivier pour le recrutement des bandes armées et des groupes terroristes de tout genre.

Au nom du peuple congolais, je souhaite plein succès aux délibérations de la 32^{ème} Session Ordinaire de la Conférence de l'Union Africaine.

Que Dieu bénisse notre Union.

Matondo mingi,

Asante sana,

I thank you,

Shukraan,

Gracias,

Obrigado,

Je vous remercie.